

Le 25 juin, 2014

DÉCLARATION D'UNIFOR CONCERNANT LES JOURNALISTES EMPRISONNÉS

Unifor, qui représente les journalistes partout au Canada, est bouleversé devant les peines sévères imposées en Égypte à trois journalistes d'Al Jazeera, dont un Canadien qui ne faisaient que leur travail.

Le journalisme n'est pas un crime. Pour qu'une démocratie essentielle fonctionne pleinement, les citoyens doivent avoir accès à des comptes rendus justes et équilibrés sur les enjeux de leur pays. À cette fin, les journalistes doivent pouvoir accomplir leur travail sans craindre le harcèlement et encore moins les poursuites judiciaires.

En emprisonnant le Canadien Mohamed Fahmy et ses collègues Peter Greste et Baher Mohamed, le régime égyptien n'a démontré aucun engagement à l'égard de ces principes. En fait, ce régime a plutôt démontré le contraire. Le gouvernement actuel qui a pris le pouvoir il y a presque un an après avoir renversé le gouvernement élu démocratiquement de Mohammad Morsi a montré au monde combien il valorise la répression contre la liberté de presse.

De plus, la réaction plutôt tiède des conservateurs de Stephen Harper devant les peines imposées est toute aussi inquiétante. Alors qu'un Canadien est emprisonné dans des conditions horribles dans un pays étranger, son gouvernement devrait tout faire pour venir à sa défense et exiger que sa condamnation et la peine d'emprisonnement ridicules soient renversées. Les trois journalistes doivent être libérés avec un pardon présidentiel.

Bien que d'autres gouvernements de la scène mondiale aient condamné les peines en termes non équivoques, le mieux qu'a pu faire le gouvernement Harper a été de déclarer sa « déception » devant la peine imposée.

Les journalistes canadiens, dont les membres d'Unifor travaillent partout dans le monde dans des endroits dangereux afin de rapporter des nouvelles précises sur ce qui se passe ailleurs. Ils doivent savoir que leur gouvernement sera là au besoin s'ils se trouvent en difficulté.

Par conséquent, Unifor exige que le gouvernement égyptien libère le Canadien Mohamed Fahmy et ses collègues, Peter Greste et Baher Mohamed, et exhorte le gouvernement canadien à condamner l'Égypte pour ces atrocités.